

fédéral semble dire que, puisqu'on procède ainsi depuis des années, il appartient aux municipalités de prendre l'initiative en matière d'habitation.

M. Stewart: Le discours de l'honorable représentante n'aurait-il pas dû être prononcé à Victoria, en Colombie-Britannique, plutôt que dans la capitale nationale?

Mme MacInnis: Non, et je vais vous dire pourquoi. Dans les conditions actuelles, je ne crois pas que nous puissions laisser, en matière d'habitation, l'initiative aux municipalités. Elles n'en ont pas les moyens. Nous connaissons très bien les difficultés et les inégalités dont souffrent les provinces. A mon avis, si l'habitation constitue le principal problème national—c'est d'ailleurs l'avis du Conseil économique et d'un grand nombre d'entre nous—c'est alors un problème urgent que le gouvernement fédéral doit s'employer à résoudre dès maintenant. Faute de quoi rien ne se fera. Certes le gouvernement fédéral affirme qu'il est disposé à fournir une aide égale à celle des provinces quand elles seront prêtes à agir; mais cela ne suffit pas d'après moi. Si l'affaire est urgente, Ottawa devra élaborer un programme d'ensemble concret qui portera sur tous les genres d'habitations, c'est-à-dire les logements sociaux et privés, les maisons individuelles, les maisons de rangée, les appartements sur jardin, les immeubles élevés et les logis à loyer modique. Quand les détails d'un tel programme seront prêts, je crois que le gouvernement fédéral devra répandre cette idée à travers le pays à grand renfort de publicité.

Je suis au courant des sessions d'études que le ministre a organisées dans le pays. Le ministre, en s'en tenant à cela, a fait tout son possible. Ce n'est pas, toutefois, ce à quoi je pensais. Je veux dire que la question du logement doit préoccuper le gouvernement autant que la guerre lorsqu'elle a éclaté. (*Exclamations*) On peut considérer la guerre comme un événement à part, mais ce n'est pas mon avis. Malgré la crise économique et une grave pénurie d'argent, le formalisme administratif a été mis de côté lorsque la guerre a éclaté. Je le sais. Je sais que si le gouvernement décidait que le problème du logement, vu son ampleur, constituait une crise nationale, il proposerait aux provinces un programme sérieux, logique, déterminant les mesures à prendre par les gouvernement fédéral, provinciaux et municipaux.

Je signale, en parlant de municipalités, que des villes comme Toronto, Vancouver et,

j'espère, Montréal, sont assez vastes pour être considérées comme des régions relevant d'autorités régionales qui n'auront pas besoin de faire approuver tous les petits détails par les capitales provinciales. Cela peut contrarier certaines personnes, mais pas celles qui ont besoin de logements. C'est le cas de celles-ci qu'il nous faut examiner. Nous envoyons le ministre du Commerce (M. Winters) dans un tour du monde pour faire une campagne de ventes, car nous attachons de l'importance à notre commerce extérieur. Le gouvernement consacre de l'argent et du temps pour stimuler le commerce international du Canada. Nous avons ici un problème qui menace les assises même de notre société et, pourtant, nous ne le prenons pas au sérieux.

Le problème que pose la constitution a certainement son importance, mais pourquoi, aux divers échelons de gouvernement, la politique en matière de constitution ne prévoit-elle pas que celui qui doit accomplir une tâche dispose des fonds requis. De la sorte, si l'argent restait à Ottawa, Ottawa s'acquitterait du travail et il en serait de même pour les autres paliers de gouvernement. Si certaines provinces veulent et peuvent s'occuper d'une importante affaire, qu'on mette des sommes importantes à leur disposition. Nous n'y arriverons pas en restant inactifs, à Ottawa, et en alléguant que les autorités provinciales doivent venir nous consulter à ce sujet.

Le problème du logement ne sera réglé que par la lutte contre la pauvreté. Le Conseil privé a publié, avant l'été, une brochure indiquant les priorités au Canada. On peut attribuer en partie à la politique et l'exemple du gouvernement, notre déplorable hiérarchie des valeurs. On nous informe qu'au cours d'une année ordinaire, les Canadiens dépensent 500 millions de dollars pour des voyages à l'étranger, un milliard en alcool, 400 millions aux pistes de course, 200 millions en friandises et 30 millions en aliments pour chiens et chats. Les affectations pour le logement sont inférieures à ce que nous dépensons pour les chiens et les chats.

Je ne blâme pas le ministre, mais je prétends que notre politique actuelle du logement est totalement inefficace. C'est comme si l'on tendait une paille à un homme qui se noie. Si vous me demandez: «Où est donc votre politique détaillée du logement?», je vous réponds: «Elle est là-haut aux tribunes et dans les bureaux autour d'Ottawa.» Ce ne sont ni les moyens ni les compétences qui